

Publié le 5 novembre 2015

Deux enfants par famille en Chine ?

En Chine, la permission d'un enfant de plus par famille va-t-elle remédier aux conséquences inhumaines du planning familial ?

Fin octobre, le 5^{ème} plenum du Parti Communiste Chinois a pris comme première décision d'abandonner la politique de l'enfant unique, mise en place en 1979 par Den Xiaoping. Elle avait pour «objectif d'accélérer le développement du pays». C'est ce qu'indique la démographe Isabelle Attané dans [Le Monde](#). C'est ce même argument économique qui le lui fait l'abandonner «parce que la Chine va se retrouver avec une structure de population qui va commencer à devenir défavorable à son économie.»

Quel a été le coût humain de cette politique sans précédent dans l'histoire de l'humanité?

La première conséquence, la plus logique, est le **vieillissement de sa population**. Les démographes considèrent qu'un pays devient vieillissant s'il compte plus de 7 % de sa population totale dépassant les 65 ans. Or, en 2014, cite [Le Figaro](#), «la Chine comptait quelque 137 millions de citoyens âgés de plus de 65 ans, soit environ 10 % de la population». En 2050 «35 % de la population de la Chine aura plus de 60 ans.». [Les Échos](#) soulignent à juste titre que «la Chine devrait perdre 67 millions d'ouvriers en vingt ans à compter de 2010», une situation hautement défavorable à son économie et son développement.

Il y a plus. Pour faire respecter cette politique, le tout-puissant planning familial n'a pas hésité à recourir à des **sanctions** d'une extrême brutalité à l'encontre des contrevenants comme le rapporte le [Washington Post](#) : «Contribuer à maintenir un taux de natalité à un bas niveau était souvent un moyen d'obtenir une promotion» pour les fonctionnaires de ces institutions. Impossible d'évaluer les «avortements forcés» à n'importe quel stade de la grossesse, «les obligations de stérilisation» d'au moins un des deux époux «par ligature des trompes ou vasectomie» et «l'utilisation imposée du stérilet par les centres de plannings familiaux». La place du garçon étant traditionnellement favorisée en Chine, la politique de l'enfant unique a entraîné d'incalculables infanticides et avortements de petites filles : «Un rapport a révélé qu'au moins 1 million de bébés avaient été tués dans les dix premières années d'application de la mesure, la plupart étant des filles». Dans un article publié au Washington Post en 1985 un fermier qui avait tué son enfant avouait : «J'aimais ma fille . Mais tôt ou tard, elle se serait mariée et m'aurait laissé pour son mari. Je l'aurais eu à ma charge pendant 20 ans pour rien.» Aujourd'hui le nombre d'hommes célibataires chinois s'élève à 33 millions, et risque d'atteindre «40 à 50 millions» vers 2050, si bien que «la polyandrie – une femme et plusieurs hommes – a même été proposée comme solution possible à ce problème». Autre conséquence de cette brutalité : «Le taux de suicide des femmes chinoises est radicalement plus élevé que celui des hommes et que le taux moyen général».

Un important **bouleversement des mentalités** s'est aussi opéré en 36 ans de politique anti-nataliste nous rapportent [Les Échos](#) : «Dans cette Chine devenue hypermatérialiste, l'enfant y est souvent perçu comme une charge susceptible de gêner les parents dans le déroulement de leur carrière et, bien sûr, d'entraîner des coûts – éducation, immobilier, soins – tels que beaucoup préfèrent renoncer.» Ainsi, cet assouplissement décidé par les autorités pour relancer la démographie risque d'échouer, précise Isabelle Attané : «Avoir un enfant coûte cher. Il y a très peu de structures d'accueil et, quand elles existent, elles sont chères, tout comme le système de santé ou l'université.»

Mais alors, pourquoi le gouvernement chinois a-t-il mis tant de temps à assouplir cette mesure et pourquoi lui est-il si difficile de l'abandonner complètement ? «Ça paraît étrange», explique [The Economist](#), «vu qu'il y a peu de chances pour que son abandon entraîne un baby-boom tel que le pays ne puisse l'assumer. Une des raisons pour laquelle le parti s'est accroché si longtemps à cette politique de planning familial très stricte est la vaste bureaucratie qu'elle a suscitée pour la faire appliquer.» Pendant longtemps, cette politique a été considérée comme «le pilier indispensable à l'enrichissement exponentiel de la Chine. Beaucoup de citoyens continuent de croire à cette explication. Grâce à des années de propagande, il est commun d'entendre que la Chine est trop peuplée.» Dans un autre article, le [Washington Post](#) va plus loin en citant Chen Guangcheng, avocat ayant pris la défense des femmes forcées à l'avortement, en exil aux États-Unis après avoir été persécuté ainsi que sa famille : «Cette politique a créé une société déformée et a obscurci l'esprit de ses habitants si bien qu'ils pensent qu'on ne peut rien faire en face du pouvoir de l'État. Réfléchissez : les gens n'ont même pas la possibilité de disposer de leur propre corps, ils ne peuvent pas protéger leurs propres enfants.»

En Chine même, des voix officielles dénoncent cette **intrusion de l'État** dans l'intimité des familles. Ainsi, dans [Le Monde](#), le démographe Liang Zhontang, de l'Académie des Sciences Sociales de Shanghai, soutient qu'il n'est pas dans les prérogatives de l'État de fixer le nombre d'enfants auxquels le peuple a droit de donner naissance. «Ce n'est pas une question d'un ou de deux, il faut se débarrasser entièrement de la politique de planning familial. Le nombre d'enfants à qui un couple décide de donner la vie est une décision qui lui appartient à lui, pas au gouvernement», dit M. Liang.

Rédaction SRP

Retrouvez cet article sur notre [site](#)